



L'évolution des programmes d'armement européens

Le 16 décembre 2015, l'OCCAR (Organisation conjointe de coopération en matière d'armement) et l'AED (Agence européenne de défense) ont signé un accord de coopération qui vise à renforcer les synergies entre les deux organismes. Entre plusieurs réussites opérationnelles et quelques dérives, les programmes d'armement européens présentent un bilan mitigé.

Une symbolique de la gouvernance européenne

L'OCCAR est une organisation intergouvernementale qui associe l'Allemagne, la France, l'Italie, le Royaume-Uni, la Belgique et l'Espagne. Elle est le dépositaire des programmes de défense préparés par l'AED, qui a pour mission de coordonner les besoins et la faisabilité des programmes d'armement européens. Face aux mutations du marché de l'armement, ces deux organismes de coopération ne jouent en réalité qu'un rôle limité.

L'absence d'intérêts communs, le retard dans les délais de livraison ou le maintien des stratégies nationales sont autant de raisons qui freinent le développement d'une politique d'armement européenne. La faiblesse du budget de l'AED, d'environ 30 millions¹ d'euros par an, illustre bien l'absence de volonté² politique de ses 28 États membres. Faute de pouvoir s'entendre entre eux, les membres de l'Union se retrouvent divisés. Selon le directeur général de l'AED, Jorge Domecq, l'Europe risque de perdre ses capacités industrielles dans les dix ans à venir si la coopération entre européens ne se renforce pas. En l'état, cette fragmentation profite aujourd'hui à Washington.

L'ombre des programmes d'armement américains

Déjà en 1961 dans *Lettres, notes et carnets*, le Général de Gaulle s'interrogeait : « Qu'est-ce que l'OTAN? C'est la somme des Américains, de l'Europe et de quelques accessoires. Mais ce n'est pas la défense de l'Europe par l'Europe, c'est la défense de l'Europe par les Américains. ». Les États-Unis réclament à présent un engagement accru des Européens dans la défense de l'Alliance atlantique. La combinaison de la crise ukrainienne et de l'annonce du « pivot » américain vers l'Asie contraint certains pays européens à se rapprocher stratégiquement des États-Unis. Cette proximité se matérialise notamment par le choix d'une politique d'armement pro-américaine. Pourtant, la propension de ces États à favoriser la coopération atlantiste développe une dépendance opérationnelle et menace la pérennité de l'industrie européenne de défense.

Les États-Unis profitent aussi des alternances politiques au sein des États européens. L'échec des transactions entre Paris et Varsovie à propos de la commande de 50 hélicoptères *Caracal* illustre parfaitement ces enjeux. La commande, d'un montant de plus de 2 milliards d'euros pour *Airbus*, avait été confirmée au printemps 2015 par l'armée polonaise à la suite d'essais en vol. Arrivé au pouvoir en octobre 2015, le parti nationaliste conservateur a finalement choisi les hélicoptères américains *Black Hawk* pour ses forces spéciales.

Un drone MALE de troisième génération « made in Europe » pour 2025 ?

Malgré le manque de volonté de certains États membres, quelques projets européens émergent. L'OCCAR a officialisé en septembre dernier la signature d'un contrat par la France, par l'Espagne, par l'Allemagne et par l'Italie qui vise au développement d'un drone MALE. Confié à *Dassault Aviation*, à *Leonardo Finmeccanica* et à *Airbus*, le développement du programme pourrait être lancé en 2018 et opérationnel à l'horizon 2025. L'enjeu est crucial pour les États européens qui déploient actuellement des drones américains pour leurs missions de renseignement. La France et l'Italie emploient notamment le *Reaper* de *General Atomics*. Cette situation de dépendance vis-à-vis des États-Unis se cristallise dans la fourniture des pièces et dans la formation des pilotes de drones sur la base aérienne d'Holloman dans le Nouveau-Mexique. La France doit, de surcroît, faire appel à des mécaniciens de *General Atomics* pour assurer le soutien de ses drones sur la base de Niamey au Niger.

Pour certains États européens, dont le Royaume-Uni, l'AED est plus un lieu d'échange qu'un véritable instrument d'acquisition d'armements européens. Pro-atlantistes, les Britanniques privilégient traditionnellement les relations bilatérales en Europe. Le programme franco-britannique *SCAF* (Système de combat aérien futur) devrait ainsi aboutir au développement d'un drone furtif de combat à l'horizon de 2030.

Ces propos ne reflètent que l'opinion de l'auteur.

¹ À titre de comparaison, la DGA a géré 11 milliards d'euros de contrats en 2015

² Le Royaume-Uni a fréquemment exercé son droit de veto concernant l'évolution du budget de l'AED